



# LA BATAILLE DU FRANC

---

## Conférence

FAITE A ALFORT, LE 27 MARS 1924

PAR

M. Maurice BOKANOWSKI

*Député de la Seine*

---

Depuis plusieurs mois la France était en butte à une **offensive financière dont l'enjeu était le franc** et, — à travers la monnaie nationale, — le crédit de notre pays, le fruit du travail passé de tous les Français, leur capacité de produire et de travailler dans l'avenir.

Comment et pourquoi cette bataille s'est-elle engagée ?

Quelles étaient les conditions de la victoire ?

Comment a-t-elle été remportée ?

Comment les fruits peuvent-ils en être sauvegardés et défendus contre de nouvelles menaces ?

Voilà ce que je voudrais, dans cette brève causerie, exposer à mes concitoyens, — pour qu'ils sachent et pour qu'ils jugent.

### Les problèmes de la paix

Après une guerre de cinq années, imposée à la France par l'invasion pangermaniste, — guerre où elle avait donné l'effort total pour sauver son existence et sa liberté, — notre pays ne pouvait, certes, du jour au lendemain, retrouver son équilibre économique et financier.

Aux pertes effroyables qu'il avait subies, et qui étaient la fatale conséquence du fléau de la guerre, l'Allemagne avait ajouté, par la **dévastation consciente et systématique de nos régions les plus riches**, la nécessité d'un immense effort de reconstruction.

Du reste, il ne faut jamais l'oublier, la guerre européenne a profondément troublé non seulement les nations belligérantes, mais aussi celles qui s'étaient soigneusement tenues en dehors du conflit.

Dans les pays scandinaves, en Suisse, en Espagne, des crises économiques ou des troubles sociaux graves sont venus démontrer qu'il ne suffisait pas d'avoir voulu rester « au-dessus de la mêlée » pour échapper à ses conséquences et éviter ses répercussions.

### Les déceptions de la paix

Tout homme de bon sens se doutait bien que la paix conquise par l'héroïsme de la France républicaine ne serait pas un mol oreiller sur lequel nous pourrions aussitôt endormir nos inquiétudes et reposer nos membres endoloris par la guerre.

Mais, pourtant, personne ne pouvait penser que la paix — la vraie paix — serait si longue et si difficile à obtenir.

Beaucoup d'entre nous — pourquoi ne pas l'avouer ?, animés d'un profond idéalisme démocratique, croyaient que « l'Allemagne nouvelle », l'Allemagne qui se prétendait républicaine, qui semblait s'être débarrassée des dynasties responsables de la guerre, abandonnerait les détestables errements de l'Allemagne monarchiste et autocratique et qu'elle aurait à cœur de s'acquitter des réparations pour effacer les traces du crime pangermaniste.

On se refusait à croire que cette « Allemagne nouvelle », se sentant et se proclamant solidaire de ses maîtres de la veille, ferait des efforts désespérés pour échapper à l'obligation de réparer, solennellement reconnue par elle à Versailles.

Comme vous le verrez tout à l'heure, c'est la banqueroute frauduleuse du Reich qui est la cause première de nos difficultés financières et de la crise du franc.

D'autres déceptions nous attendaient et devaient surprendre notre foi démocratique.

Les pactes de garantie formellement promis à la France par M. Lloyd George et par le Président Wilson, auxquels nous avons fait confiance, n'ont point été ratifiés par le Parlement anglais et le Sénat américain. Et ainsi on a laissé subsister ce grave problème de la sécurité de la France

qui, tout le monde le reconnaît aujourd'hui, exige une solution efficace et pratique si l'ordre doit renaître dans les relations internationales.

Cette incertitude a contribué également à retarder le rétablissement financier et à empêcher la stabilisation des changes.

### **L'origine de nos difficultés financières**

Le Traité de Versailles laissait à la charge de la France les dépenses de la guerre, mais il mettait à la charge de l'Allemagne, en principe, la **réparation intégrale des dommages aux personnes et aux biens**.

Pourtant, dès le mois de mai 1921, lorsque fut signifié à l'Allemagne le montant total de ses obligations, le fameux **état de paiements**, il était certain que la France n'obtiendrait point en réalité la réparation intégrale qui lui avait été promise par le Traité de Versailles, car la part qui lui revenait dans les sommes à verser par l'Allemagne était inférieure de beaucoup au montant en capital de celles qu'elle aurait à verser à ses veuves de guerre, à ses orphelins, à ses mutilés, aux sinistrés des régions du Nord et de l'Est.

D'ailleurs, il ne faut pas l'oublier, quand bien même il en eût été autrement et quand bien même l'Allemagne eût strictement exécuté ses obligations, la France n'en eût pas moins été obligée d'emprunter pour la reconstitution des régions libérées.

Car il ne pouvait être question de répartir sur trente ou quarante ans la remise en état de ces pays industriels du Nord et de l'Est qui contribuaient pour une si large part à la prospérité de la France, qui produisaient avant la guerre 50 0/0 de nos fils de laine et de chanvre, 60 0/0 de nos fils de coton, 74 0/0 de notre minerai de fer, 92 0/0 de notre acier.

**Remettre en état les régions libérées dans le plus bref délai possible**, ce n'était donc pas seulement un **impérieux devoir de solidarité nationale**, c'était aussi un acte de bonne gestion, un pas décisif vers la reconstitution de notre **équilibre économique**.

Pour accomplir cette œuvre, on ne pouvait attendre les annuités allemandes : il fallait engager des milliards et des milliards de dépenses en capital.

Nos difficultés financières auraient été, du reste, faciles à

surmonter si l'Allemagne ne s'était pas systématiquement dérobée, avec une **mauvaise foi reconnue par le monde entier**, au devoir des réparations.

Mais notre devoir de solidarité nationale était-il moindre ?

Pouvions-nous, parce que l'Allemagne préparait sa banqueroute frauduleuse, laisser périr de faim et de misère les victimes de la guerre, abandonner les régions du Nord et de l'Est comme un immense désert ?

Pouvait-on ne pas réparer ?

Nous avons fait ce que font des parents, — si pauvres soient-ils, — qui n'hésitent pas à dépenser leurs dernières ressources, ni même à s'endetter, pour assurer la guérison de leur enfant malade.

Qui aurait le cœur de nous le reprocher ?

### **Notre effort financier**

Ne nous laissons pas de le redire : l'effort financier de la France eût été largement suffisant si l'Allemagne avait été fidèle à ses engagements.

Contrairement à ce qu'a prétendu la propagande allemande, à laquelle, par une **inconcevable aberration**, certains Français ont emboîté le pas, la France n'a jamais complé sur les versements de l'Allemagne pour boucler son budget.

Dès 1922, si nous n'avions pas eu à faire face par nos avances, aux besoins des réparations, notre budget eût été en équilibre.

Bien plus, en 1923, notre budget général était complètement équilibré par des ressources réelles, et ce budget général comprenait non seulement les dépenses qui incombent normalement aux contribuables français — dépenses de la dette publique, des services civils, de la défense nationale — mais encore 4 milliards représentant les arrérages des emprunts contractés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1922 pour les besoins des réparations.

Nous avons donc le droit de dire que dans l'ordre financier nous avons fait tout notre devoir.

Mais en faisant tout notre devoir, nous ne faisons pas encore assez pour défendre notre crédit et pour sauvegarder le franc.

## La menace du change

Depuis de longs mois, l'étranger s'inquiétait de notre situation financière.

Certes, il rendait hommage au labeur de la France, au courage avec lequel elle s'était remise au travail dès le lendemain de l'armistice, à l'effort financier par lequel elle avait en moins de quatre années rétabli l'équilibre de son budget.

Il reconnaissait que la France avait le droit moral, et peut-être le devoir, d'établir une distinction nette et claire entre les dépenses qui lui incombait normalement et auxquelles elle devait faire face par des ressources propres, et le compte des sommes recouvrables sur l'Allemagne en vertu du Traité de Versailles, et dont la France faisait **l'avance pour le compte des Allemands**.

A ces considérations morales, à ces justifications politiques s'opposaient pourtant des inquiétudes financières.

La France avait deux budgets : le budget général représentant les dépenses proprement françaises et le budget spécial représentant les dépenses recouvrables.

Mais, en attendant le recouvrement effectif de ces dernières dépenses, la France empruntait pour faire face aux arrérages des emprunts contractés pour les réparations ; elle empruntait encore pour payer les arrérages des arrérages. De sorte que, la dette publique, s'enflant chaque année, faisant boule de neige, menaçait de s'accroître rapidement jusqu'à devenir pour le budget français un fardeau écrasant.

Les porteurs de francs à l'étranger, qui suivaient d'un œil attentif et même anxieux l'évolution de nos finances publiques, qui avaient lié en partie leur fortune à la fortune de la France, commençaient dès 1922 à s'énerver et à s'inquiéter.

Leurs doutes, leurs hésitations, allaient se traduire dans le cours des changes.

Car le change, c'est le thermomètre financier qui, chaque jour, à chaque heure, vient traduire le degré de confiance de l'étranger dans la tenue de notre monnaie nationale.

Le franc est le symbole du crédit de la France comme la livre sterling celui du crédit de l'Angleterre, et comme le

mark celui du discrédit de l'Allemagne et le rouble celui de la banqueroute de la Russie.

**La cote du franc, c'est, en réalité, la cote de la France.**

### **La crise aiguë du change**

Cette faiblesse de notre situation financière, quelques-uns en France l'avaient aperçue dès 1921 ; ils avaient discerné la menace qu'elle recérait et demandé **dès ce moment** que l'on prit les mesures de salut public nécessaires pour y parer.

Nous avons le droit de dire que nous avons été de ceux-là.

Mais on peut comprendre que beaucoup aient longtemps considéré le péril comme éloigné ou comme théorique.

La baisse du franc reste lente et presque insensible jusqu'au milieu de 1923.

C'est seulement dans les derniers mois de la dernière année qu'elle commença à s'aggraver et à s'accélérer.

La crise devint aiguë au début de 1924.

En quelques jours on vit les changes passer à des taux jusque là inconnus.

Alors la menace apparut à tous dans toute sa gravité.

La bataille contre et pour le franc était déclenchée. Elle avait pour théâtre les Bourses de tous les pays et, si l'on peut dire, en Europe, comme en Amérique, le portefeuille de tous les porteurs de francs, de devises françaises, de fonds d'Etat français, de valeurs françaises.

Leur confiance dans l'avenir financier de la France était ébranlée ; une propagande intensive cherchait à les affoler. Et l'on devait craindre que leurs inquiétudes ne prissent bientôt l'allure d'une irrésistible panique dans laquelle eussent été entraînés vers la ruine tous les patrimoines français.

**Après la menace qui a pesé sur la France avant la Marne, devant Verdun ou au Chemin des Dames, celle des mauvais jours de janvier et de mars 1924 a certainement été la plus redoutable.**

A ce moment s'est jouée **une partie dont les économies et le gagne-pain de tous les Français constituaient l'enjeu.**

## Le péril auquel nous avons échappé

Car nous pouvons aujourd'hui nous rendre compte de l'effroyable danger auquel nous avons échappé par un acte de suprême énergie.

A partir d'un certain degré, en effet, la crise du change, la dépréciation d'une monnaie ne peut plus être arrêtée.

Des inquiétudes se raisonnent, des arguments se réfutent.

**On ne peut raisonner une panique.**

Nous aurions pu assister en France, comme on a assisté en d'autres pays, à l'effondrement d'une monnaie **avec toutes les catastrophes qu'il entraîne.**

Nous aurions pu contempler, désolés et impuissants, la fuite devant le franc, comme **on a assisté en Russie bolcheviste à la fuite devant le rouble, en Autriche et en Hongrie à la fuite devant la couronne, en Allemagne à la fuite devant le mark.**

La maladie d'une monnaie, si elle n'est soignée à temps par une médication énergique, devient incurable.

On l'a comparée très justement à l'une de ces affections mortelles où le sang lui-même se décompose, et où tous les germes morbides se développent dans un organisme empoisonné.

La dépréciation de la monnaie, traduite par le cours du change, se répercute plus ou moins rapidement sur tous les prix intérieurs.

Toutes les marchandises importées de l'étranger renchérissement en proportion.

Les autres suivent rapidement.

L'étranger favorisé par son change rafle les denrées, les objets précieux, les terrains, les maisons : **à la faveur du change, une vaste expropriation de la nation s'accomplit au profit de l'étranger.**

Comme les prix montent, les salaires deviennent insuffisants.

Le mécontentement, la crise s'installent dans toutes les entreprises.

La monnaie perdant au fur et à mesure de son pouvoir d'achat, tous les prix de revient étant bousculés, une crise de consommation vient s'ajouter à la crise de production.

Si, après bien des luttes et des souffrances, les salariés et les employés arrivent parfois à ajuster leurs salaires à leurs

besoins, il n'en est pas de même de tous ceux qui tirent leur subsistance de revenus fixés, des pensionnés de guerre, des retraités civils et militaires, des petits rentiers. **La dépréciation du change, la crise monétaire précipitent ces classes sociales dans un abîme de misère.** Leur détresse est sans remède.

Ils sont broyés dans l'étau.

Il faut connaître la situation qui leur est faite dans les pays à change avarié, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, savoir leur abaissement, leurs mortelles humiliations, pour mesurer la profondeur de l'abîme auquel, en France, ils ont échappé.

Mais la crise des changes n'est point seulement la crise des patrimoines particuliers.

Et de proche en proche, elle gagne tout l'organisme de l'Etat et tout le corps social, et cause le désordre le plus profond.

Les dépenses de l'Etat s'accroissant avec une extraordinaire rapidité, — suivant d'abord, puis précédant la dépréciation de la monnaie, — l'Etat ne peut bientôt plus y suffire qu'en mettant en mouvement la planche aux assignats.

Plus on sort de billets, plus les prix s'élèvent.

Ils montent, comme on l'a vu en Allemagne et en Autriche, du million au milliard, du milliard au trillion et au quadrillion.

Une quantité de monnaie toujours plus forte devient nécessaire pour rattraper la dépréciation de la monnaie. La planche aux assignats ne suffit bientôt plus aux besoins quotidiens du commerce et des particuliers.

Dans une sorte de tourbillon infernal, on s'approche toujours plus vite d'une catastrophe sans nom et sans remède.

Mais, bien avant même que l'on en soit arrivé là, la crise des changes a déchiré l'harmonie sociale et déchaîné **la guerre de tous contre tous.**

Comme, d'un jour à l'autre, d'une heure à l'autre, le pouvoir d'achat de la monnaie diminue, les détenteurs de produits, de marchandises quelconques, se refusent à les lâcher contre des paiements au moyen desquels ils ne sont même pas sûrs de pouvoir, le lendemain, reconstituer leurs stocks.

Les agriculteurs, méprisant une monnaie dépréciée, avec laquelle ils ne peuvent plus espérer acheter les produits industriels dont ils ont besoin, cessent d'envoyer leurs bes-



tiaux, leur blé, leurs fruits sur les marchés des villes.

La disette s'installe en même temps que des haines violentes surgissent entre agriculteurs et ouvriers, entre habitants des campagnes et des villes.

La crise des changes, à son paroxysme, déchaîne la crise sociale et la guerre civile.

Au milieu de l'immense majorité des citoyens entraînés dans ce tourbillon de misère et d'angoisses, un petit nombre d'individus, cependant, tirent profit de la crise et en recueillent les bénéfices.

Ce sont les spéculateurs étrangers qui auraient réalisé sur le franc, si l'on n'y avait mis bon ordre, les mêmes profits qu'ils ont tirés de leur spéculation à la baisse sur le mark ou la couronne.

Ce sont les pilleurs d'épaves, ceux que l'on a nommés d'un mot saisissant « les hyènes du change », qui s'abattent sur les pays à monnaie dépréciée pour les dépouiller à bas prix de leurs richesses.

C'est, enfin, à l'intérieur du pays lui-même, une petite bande de magnats et de profiteurs, bien pourvus de valeurs-or et de devises étrangères, qui, à la faveur de la baisse de la monnaie, pompent toute la richesse vivante du pays.

On les a vus à l'œuvre en Allemagne : les Stinnes, les Thyssen, les Mannesmann, se sont opposés de toutes leurs forces au vote des mesures fiscales qui auraient assuré l'équilibre du budget allemand, parce que la stabilisation du mark les aurait empêchés de réaliser la vaste opération d'expropriation de la richesse allemande dont ils ont été les bénéficiaires.

En défendant le franc, nous avons défendu contre les pillards le patrimoine des Français, le fruit de leurs travaux, leurs épargnes et leur puissance de travail.

### **Comment le franc a été sauvé**

Le franc était menacé parce que la confiance des porteurs de francs dans l'avenir de nos finances était ébranlée ; parce que la politique d'emprunt à laquelle un pays est condamné dès qu'il n'équilibre pas son budget par des recettes régulières leur paraissait naturellement conduire notre pays à des difficultés inextricables.

Il fallait donc réaliser l'équilibre intégral de nos budgets ;

**mettre fin à l'emprunt** pour les besoins du budget spécial comme nous l'avions déjà fait pour le budget général ; faire en sorte que toute dépense portée au budget fût couverte franc pour franc et centime pour centime, par des recettes correspondantes.

Il fallait obtenir **à tout prix** ce résultat, et il fallait l'obtenir **vite**.

A ce moment, comme aux périodes critiques de la guerre, les heures valaient des jours et les jours des semaines.

Pour réaliser cet équilibre indispensable, que pouvait-on, que devait-on faire ?

Il fallait créer des ressources nouvelles immédiatement disponibles. Il fallait entrer dans la voie des économies massives qui ne sont possibles que par une refonte organique, par la réforme des services.

Tel a été l'esprit, telle fut la raison d'être des projets fiscaux présentés par le Gouvernement et votés par la majorité des deux Chambres.

En ce qui concerne les économies, l'expérience a prouvé qu'il était impossible d'obtenir de très importantes compressions de dépenses si l'on prétendait maintenir sans y rien toucher l'armature générale des services.

Quand un père de famille s'aperçoit que ses ressources sont très insuffisantes pour couvrir ses dépenses, il ne fait pas, comme l'on dit, des « économies de bouts de chandelle ». Il réforme son train de vie.

S'il ne peut se donner le loisir de longues controverses avec sa ménagère, ses enfants, ses petits-enfants, ses amis, il prend d'urgence les résolutions qui s'imposent.

C'est ce que le Parlement a fait en accordant au Gouvernement, non point du tout — comme on l'a prétendu — le droit de légiférer par décret, mais simplement le **droit de réaliser les économies souhaitées et exigées par tous les citoyens en s'abstenant de dépenser intégralement les crédits primitivement prévus au budget de 1924.**

Le Gouvernement a pris envers les Chambres et envers le pays l'engagement de réaliser de cette manière un milliard d'économies.

Personne en effet n'admettrait qu'au moment où l'on se voit obligé pour défendre le franc d'imposer à la nation un nouvel effort, on laisse subsister des sources de dépenses qui pourraient être tarées.

Le pays jugera sévèrement ceux qui, sous prétexte de purisme constitutionnel, et pour la défense de principes qui n'ont jamais été mis en péril, se sont institués les **protecteurs du gaspillage et du coulage.**

### **Les nouveaux impôts**

Pour sauver le franc, pour assurer l'équilibre budgétaire, il fallait sans délai apporter au budget des **ressources nouvelles.**

C'est dans ces conditions qu'ont été proposés et votés les deux décimes.

On a dit que c'était là un procédé simpliste, qui n'avait pas exigé un grand effort d'invention.

Je n'en disconviens pas. Peut-être si, comme je l'avais demandé, l'effort pour l'équilibre avait été tenté plus tôt, eût-on pu recourir à des mesures plus savantes, à des procédés plus ingénieux.

Les systèmes ne manquent pas, et c'est surtout en matière financière que les inventeurs de panacées font merveille.

Mais le temps pressait. L'offensive ennemie contre le franc devenait tous les jours plus menaçante, l'ascension de la livre s'accélérait.

S'il avait fallu se livrer à des controverses savantes et académiques sur le meilleur système d'impôts, nous pourrions aujourd'hui, assis sur des monceaux de papier noirci, contempler les débris du franc et les ruines de notre économie nationale.

Notre devoir était avant tout de **faire vite et de gagner la partie.**

C'était une question d'heures.

Et, même dans ces conditions, **une obstruction systématique, acharnée, sans précédent dans l'histoire de notre Parlement républicain, a pu retarder de près d'un mois les mesures de salut public, amener la livre à près de 120 francs, et failli compromettre le succès de la contre-offensive pour le franc.**

### **La controverse sur les projets fiscaux**

Lorsqu'on relit, à la lumière des faits qui ont déjà apporté leur **irrécusable jugement**, les débats des Chambres, on reste confondu devant la masse de sophismes et de paradoxes que l'on osait opposer aux projets de salut public qui ont assuré le redressement du change.

On nous disait, à l'extrême-droite comme à l'extrême-gauche, chez les royalistes comme chez les communistes, alliés une fois de plus contre la République, que la crise des changes était sans rapport avec l'équilibre budgétaire.

Comme si ce n'était pas la leçon de tous les temps et de tous les pays qu'**une monnaie est avariée quand les finances du pays sont en désordre**. Comme si l'exemple de la Russie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Grèce ne faisait pas à lui seul le procès décisif de la politique d'emprunt et de la paresse fiscale !

On nous disait que la crise des changes est sans rapport avec la cherté de la vie, comme si ce n'était pas un fait d'évidence et d'expérience constante, connu et constaté de tous, qu'au bout de quelques semaines les prix intérieurs s'ajustent aux prix du marché mondial et que **la dépréciation de la monnaie sur les marchés extérieurs se traduit dans la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur, c'est-à-dire par la vie chère**.

On nous reprochait d'imposer à la nation des sacrifices. Comme si c'était de gaieté de cœur que nous nous voyions obligés d'accroître les recettes du pays !

Et comme si les sacrifices mesurés et limités qu'exigeait le rétablissement du franc n'étaient pas **infiniment moins lourds et moins douloureux** que ceux qui auraient résulté pour la nation française de l'écroulement du franc, de l'effondrement de l'économie nationale, de la désorganisation de toute l'industrie et de tout le commerce !

On nous disait que nous édictions des impôts injustes, des impôts sur la consommation ! Comme si le double décime sur l'impôt général sur le revenu, sur l'impôt sur les successions n'était pas un impôt sur la richesse acquise !

Et d'ailleurs, si l'on y songe bien, **peut-on concevoir un plus lourd impôt sur la consommation que celui qui résulte nécessairement pour les masses laborieuses de la dépréciation de la monnaie et du renchérissement de la vie ?**

On l'a reconnu, et les socialistes allemands l'ont répété sans se lasser, assez fort pour être entendus de leurs camarades S. F. I. O. si ceux-ci avaient des oreilles pour entendre : « **Le plus lourd des impôts pour le peuple, le plus ini-**

que, c'est celui qui résulte de l'avilissement de la monnaie. »

En défendant le franc, on a épargné aux travailleurs la charge la plus onéreuse et les sacrifices les plus lourds.

La baisse continue du franc, c'était l'expropriation totale de tous les patrimoines français.

Les impôts votés, c'était la prime d'assurance que l'on paye pour ne point tout perdre en cas de sinistre.

### Les impôts et l'intervention pour le franc

Mais, ont dit certains, « on aurait pu se dispenser de voter l'équilibre. Ce n'est pas l'équilibre qui a sauvé le franc, c'est l'intervention de la Banque de France, ce sont les crédits étrangers ».

Ceux qui parlent ainsi oublient les premières conditions du crédit et les données élémentaires du problème financier.

Ils oublient que, le 14 janvier, un premier arrêt dans la chute du franc fut obtenu par la seule annonce des projets du Gouvernement, de sa volonté de mettre fin à la politique d'emprunt et d'assurer l'équilibre intégral de nos budgets.

Ils oublient que, pendant les débats des Chambres sur les projets financiers, toute la presse étrangère, tous les milieux d'affaires à l'étranger se demandaient si oui ou non la France aurait le courage de mettre de l'ordre dans ses finances.

Quel est celui d'entre nous, simple particulier, commerçant, industriel, qui ferait crédit à un homme dont le principe serait de s'endetter tous les jours plus complètement ?

Les financiers étrangers ne raisonnent pas autrement. Qui dit crédit dit confiance. Ils font confiance aux pays qui donnent la certitude qu'ils seront toujours à la hauteur de leurs affaires et qu'ils feront honneur à leurs engagements parce qu'ils sont résolus à couvrir toutes leurs dépenses par des ressources régulières.

L'intervention de la Banque de France et des banques étrangères n'a été possible, elle n'a été efficace et décisive que parce que la condition préalable de toute intervention sur le marché des changes était réalisée, parce que l'assainissement financier était obtenu par l'équilibre intégral de nos budgets.

Pour briser la vague d'assaut ennemie, il fallait que l'ar-

mée des défenseurs du franc eût les munitions nécessaires pour tenir et pour contre-attaquer.

Ces munitions, elle les a eues quand le Parlement décida de voter les mesures nécessaires pour réaliser l'équilibre.

### **Comment a été vaincue la spéculation internationale**

Pour le comprendre, il faut se figurer ce qu'a été l'offensive de la spéculation internationale contre le franc.

Un spéculateur, c'est essentiellement un homme qui achète une marchandise ou une valeur quelconque sans en avoir besoin et qui la vend sans l'avoir à sa disposition.

Les vendeurs de francs à l'étranger vendaient le franc à terme et à découvert, c'est-à-dire qu'ils s'engageaient à livrer à date fixe des francs qu'ils ne possédaient point, espérant bien pouvoir se les procurer à vil prix à la veille de l'échéance.

C'est en cela que consiste la spéculation à la baisse sur une valeur ou une devise quelconque.

Lorsque par exemple un spéculateur est à la baisse sur une valeur de mine d'or, il essaye de décourager, de dégoûter les détenteurs de cette valeur. Il fait courir le bruit que la mine d'or n'existe pas, ou que le filon est sur le point d'être épuisé, de telle manière que les porteurs de ces titres, affolés, les jettent en masse sur le marché, où le spéculateur peut les racheter à bas prix le jour du terme.

Les vendeurs de francs à découvert n'ont pas procédé autrement.

Pour affoler les porteurs de francs, pour les amener à avilir leur propre monnaie, à la jeter en masse sur le marché, ils déclaraient que « l'opposition d'extrême-droite et d'extrême-gauche saurait bien empêcher le vote des mesures pour l'équilibre ; que le Parlement français n'aurait jamais le courage, à la veille des élections, de remettre de l'ordre dans les finances ; que, par conséquent, on pouvait jouer à la baisse du franc à coup sûr et sans risque ».

C'est dans ces conditions que les baissiers d'Amsterdam, de Zurich, de Berlin et de Vienne ont vendu du franc livrable à fin mai jusqu'au taux de 140 ou 150 la livre.

Mais les requins de la finance internationale avaient mis

trop imprudemment leur confiance dans l'opposition d'extrême-droite et d'extrême-gauche. Ils étaient trop sûrs de la victoire de la démagogie et de la ploutocratie sur le bon sens et le courage des Français.

Ils sous-évaluaient trop cette faculté de redressement des forces nationales devant le péril, dont la France a tant de fois donné l'exemple dans son histoire.

**Le Parlement a voté les projets fiscaux. La confiance dans le franc a été aussitôt rétablie parmi les porteurs de francs à l'étranger. La livre et le dollar qu'une spéculation factice avait poussé à des hauteurs vertigineuses sont immédiatement descendus.**

Les spéculateurs à la baisse ont été rudement ramenés dans leurs lignes.

Un certain nombre de représentants de la finance germanique et germanophile sauteront et ont déjà sauté. Et leurs firmes en faillite resteront, ainsi que des épouvantails à moineaux accrochés aux haies, comme de salutaires avertissements pour ceux qui seraient tentés, demain, de recommencer le mauvais coup.

### **Les faits ont parlé**

Entre les partisans et les adversaires de l'équilibre, entre les partisans et les adversaires des projets fiscaux pour la défense du franc, **les faits ont déjà jugé.**

L'opposition d'extrême-droite et d'extrême-gauche prétendait que le change n'avait aucun rapport avec l'équilibre.

Pourtant la livre sterling qui était à 98 au moment où le Gouvernement se décida à proposer les mesures d'équilibre, était à 90 le 15 mars au lendemain du vote définitif des projets fiscaux.

A la faveur d'une **situation financière désormais assainie, de la confiance définitivement restaurée, la baisse de la livre et du dollar s'est encore accentuée depuis ce moment.**

**La crise du change est surmontée et le péril écarté, pourvu que l'on persévère dans la politique de sagesse, de courage et de probité financière.**

Les adversaires de l'équilibre prétendaient, contre l'évidence, au cours des débats de la Chambre et du Sénat, que « la vie chère était sans rapport avec le change ».

Certes, l'on n'a pu encore recueillir tous les fruits du re-

dressement du franc. La baisse comme la hausse de la livre et du dollar ne se fait sentir sur l'ensemble des prix qu'avec un retard de plusieurs semaines.

Pourtant, sur plus d'une denrée, le rétablissement du change français a déjà produit son effet.

A cette fin de mars, le kilo de sucre a passé, du prix maximum de 5,55 en février, à 4,25 ; le kilo de café de 17 à 16 francs ; la douzaine d'œufs de 9,60 à 5,40 ; le kilo de pain de 1,30 à 1,25, etc. Et ce ne sont là que les premiers symptômes de la baisse générale des prix qui en tout temps et en tous pays a toujours correspondu au rétablissement de la devise nationale.

Lorsque nous adjurons la Chambre de voter et de voter vite, nous avons la conviction absolue, basée sur l'expérience, que les choses se passeraient ainsi.

On nous répondait que nous nous trompions, que « les impôts nouveaux ne feraient pas baisser le change, maisendraient au contraire la vie plus chère ».

Nous avons le droit aujourd'hui de nous retourner vers nos contradicteurs d'hier et de leur demander : « A quoi bon les discours ? Ce sont les faits et les chiffres qui jugent. Qui s'est trompé, qui a trompé la Chambre et le pays ? »

### **Qui a trompé la Chambre et le pays ?**

Ces résultats sont acquis. Ils sont durables.

Ils ne pourraient être compromis que par des élections qui amèneraient au pouvoir, au lieu des partisans et des auteurs de l'équilibre budgétaire, ceux de la démagogie fiscale, du coulage et du déficit ; qui troubleraient et annihileraient l'effort de la production nationale et détruiraient, par conséquent, le solde favorable de la balance commerciale.

Tant que l'équilibre budgétaire sera maintenu, tant que le labeur du pays assurera une balance positive des paiements, la France sera maîtresse de stabiliser son change. Et en tendant toutes ses forces vers une production accrue, vers la mise en valeur des richesses du sol, du sous-sol et de son empire colonial, elle pourra ramener les devises étrangères à un taux qui nous assure contre toute nouvelle crise de vie chère.



## Démocrates et démagogues

Les bienfaits des mesures qui ont sauvé le franc se feraient déjà plus complètement sentir si l'opposition avait épargné à la France une obstruction acharnée.

Si l'on avait fait l'économie d'un mois de débats stériles, la vie aurait aujourd'hui déjà baissé de 20 0/0.

Mais il eût fallu pour cela qu'il y eût dans l'opposition la même abnégation civique que parmi ceux qui, à l'appel du Gouvernement, répondirent aussitôt à l'appel du devoir.

Car ce n'est point, certes, de gaieté de cœur, que des députés, quel que soit leur parti, à la veille de se représenter aux suffrages des électeurs, votent de nouveaux impôts.

Ce n'est pas par plaisir qu'ils s'exposent à des campagnes de démagogie haineuse.

Ce double décime, voté comme une **mesure provisoire, essentiellement temporaire**, pour faire face à un péril pressant, la majorité savait, en l'acceptant, qu'elle fournirait à une opposition sans bonne foi le thème de faciles diatribes.

Les économies, elle savait qu'on ne pourrait les obtenir sans choquer des intérêts particuliers, sans bousculer des situations acquises, sans dépister bien des sinécures, sans boucher bien des sources de coulage.

Mais il est des hommes au Parlement qui ont pensé que c'est un honneur et une lourde mission de représenter la nation, et que l'on ne se montre digne de l'une et de l'autre que si l'on a le **courage de faire à la démocratie le sacrifice même de sa faveur.**

On n'est digne de représenter le peuple que si l'on est prêt à accepter l'impopularité **comme les combattants acceptent en descendant en ligne le risque de la blessure et de la mort.**

Il fallait affronter la coalition électorale des baissiers, embusqués dans les Bourses de Paris et de l'étranger et acharnés à la chute du franc, des ploutocrates escomptant les bénéfices de la ruine générale, et des démagogues.

Il est des hommes qui ont pensé que la nation avait le droit d'exiger que ses représentants lui disent la vérité, même pénible, et lui proposent **les remèdes, même amers, qui guérissent et qui sauvent.**

Il y avait un devoir à accomplir : le plus pénible et le plus difficile des devoirs.

Ceux qui, pour faire plus agréable figure devant les électeurs, préférèrent **laisser à une Chambre nouvelle le soin de voter dès le lendemain de sa réunion les impôts nécessaires**, au risque de voir s'engloutir dans l'intervalle la fortune de la France, ceux-là ont montré qu'ils n'étaient pas capables de sacrifier leurs intérêts personnels au salut de la démocratie et au devoir national.

Pour refaire la France, pour panser les plaies de la guerre, le pays a besoin, non de **démagogues** prêts à toutes les lâchetés pour s'assurer de faciles applaudissements, mais de **démocrates** sincères prêts à accomplir, coûte que coûte, la mission dont les aura chargés la nation.

### **La tâche à accomplir**

En sauvant le franc du grand péril où il a failli sombrer, nous avons sauvé le patrioisme des Français et rendu possibles de nouveaux efforts pour la reconstitution et la prospérité du pays.

**Mais la tâche n'est point terminée.**

Les résultats obtenus, il faut les consolider, les mettre hors de toute atteinte.

Pour cela, il faut que les électeurs envoient à la Chambre une majorité animée au plus haut degré du **sentiment démocratique et national**, bien décidée à opposer à l'avenir à toutes les attaques contre le crédit de la France un budget en solide équilibre.

C'est dire qu'il faut **une majorité qui vote le budget et qui veille jalousement sur les deniers de la nation.**

Il faut aussi une majorité bien décidée à soutenir le Gouvernement dans son effort pour obtenir de l'Allemagne

### **Les réparations qui nous sont dues**

Le problème des réparations, pour notre démocratie laborieuse, n'est point seulement un problème de politique extérieure, ni un problème de technique financière, mais bien une **question de travail et de vie.**

Par la carence de l'Allemagne, par sa banqueroute frauduleuse, le contribuable français a été obligé de prélever sur son travail, sur le fruit de son épargne, toutes les sommes

qui ont été dépensées jusqu'à ce jour pour la reconstruction des régions libérées, pour les pensions des mutilés, des veuves et des orphelins de la guerre.

Les arrérages de ces dépenses figurent maintenant dans les charges du budget français auxquelles tous les citoyens ont à faire face annuellement.

**Il faut, de toute nécessité, que les paiements de l'Allemagne, responsable de la guerre et des dévastations, viennent alléger le fardeau qui pèse sur la nation.**

Qu'arriverait-il si, comme certains le demandent, sous prétexte de fraternité internationale, notre juste créance des réparations était passée à profits et pertes, si elle était rayée d'un trait de plume, comme on le demandait dans les conférences socialistes de Zimmerwald et de Kienthal ?

Si nous devons définitivement faire face par nos seuls moyens aux inévitables dépenses qu'exigeront encore l'achèvement de la restauration des régions libérées et le paiement des pensions de guerre, ce n'est pas 29 ou 30 milliards que les contribuables français seraient obligés de payer tous les ans. Ce seraient 34 ou 35 milliards.

### **Les travailleurs français ont droit aux réparations**

Se représente-t-on ce que signifierait pour tous les Français une charge annuelle de plus de 20 0/0 supérieure à celle qui déjà pèse si lourdement sur nos épaules, qui exige de tous de si durs sacrifices ?

Elle viendrait accabler, non seulement ceux qui payent leurs impôts directs au guichet du percepteur, mais aussi tous ceux, — et ce sont tous les Français sans exception, — qui subissent les impôts de consommation et la répercussion des impôts directs eux-mêmes.

Que deviendrait notre production industrielle si la France avec ses 40 millions d'habitants, définitivement chargée dans cette hypothèse de 35 milliards d'impôts, se trouvait en face d'une Allemagne de 60 millions d'habitants, dont la puissance de production n'a pas été atteinte par la guerre, qui a supprimé sa dette intérieure par l'inflation monétaire, qui abolirait sa dette extérieure en échappant aux réparations, et qui n'aurait pas à prévoir pour ses dépenses plus de 6 ou 7 milliards par an ?

Bien aveugle serait celui qui ne comprendrait pas que **cette Allemagne-là inonderait sans peine le monde et la France de ses produits et condamnerait à mort le travail français.**

Nous avons échappé jusqu'à présent à la terrible crise que connaissent des pays voisins. En face des deux millions de travailleurs anglais sans travail, la France ne compte que 400 ou 500 chômeurs secourus.

**Mais la France et la Belgique ne peuvent échapper au chômage que par les réparations.**

Car c'est seulement par les réparations que peuvent être égalisées les conditions de la concurrence entre les nations sinistrées et l'Allemagne.

### **Les réparations et la sécurité**

Au reste, nous avons encore une autre, et si possible, une plus haute préoccupation que celle du pain quotidien et du travail de demain : c'est la paix de nos enfants, c'est le **problème de la sécurité**

Comment pourrions-nous voir, sans une inquiétude tous les jours croissante, en face de **notre démocratie profondément pacifique**, — qui, dans le suprême effort de la guerre, **n'a voulu et poursuivi que la paix**, — s'amasser de l'autre côté du Rhin, entre les mains de **l'oligarchie pangermaniste des capitalistes et des militaires**, un formidable potentiel de puissance et de haine ?

Quelle menace intolérable constituerait, pour la démocratie française, pour l'Europe et pour le monde, une Allemagne libérée du fardeau des réparations à côté d'une France écrasée sous les charges héritées de la guerre.

**Les réparations, c'est encore la sécurité.** Car l'Allemagne déchargée des réparations, ce serait l'Allemagne équipée à nouveau pour l'œuvre de pillage et de mort.

Or, notre démocratie veut tout faire pour ne plus voir la guerre.

Nous avons combattu pour assurer la paix à nos enfants, pour que le monde n'ait plus sous les yeux ces spectacles d'horreur dont notre génération sacrifiée reste à jamais assombrie.

Et c'est, en dépit de **notre profond amour pour la paix**, de l'espérance que nous mettons dans les progrès de la justice

internationale, dans l'organisation de la Société des Nations, ce qui nous sépare de nos adversaires S. F. I. O. et S. F. I. C., de la Deuxième et de la Troisième Internationales :

**Nous ne demandons pas que l'Allemagne meure. Mais nous voulons par dessus tout que la France vive.**

### **La politique qu'il nous faut**

D'ailleurs, ne nous le dissimulons pas, la force d'une nation, qui lui assure le respect, est faite avant toute chose de l'union de ses citoyens, de la cohésion de ses forces productives, de sa puissance et de sa volonté de travail.

Cela n'a jamais été plus vrai que dans la difficile période que nous traversons : période de reconstruction, de refonte, de convalescence.

En vérité, nous ne sommes point encore revenus aux temps heureux où, pour se distraire de la monotonie d'une existence facile, les Français pouvaient se payer le luxe de jouer aux jeux de la politique pure.

Ce sont des sports que nos moyens ne nous permettent plus — ou ne nous permettent pas encore.

**La vraie politique, pour la France d'aujourd'hui, c'est d'effacer les traces de la guerre ; c'est de faire que tous les Français aient de quoi manger, le moyen de travailler et d'élever dignement leur famille.**

C'est, par l'habitation à bon marché, l'hygiène et les assurances sociales, de ménager des foyers plus accueillants et une vie plus douce aux Françaises et aux Français.

Voilà la politique dont le pays a besoin après la formidable secousse de la guerre.

L'intérêt de tous les Français est de la faire prévaloir sur les mesquines querelles des partis, sur les vieilles doctrines de haine et de suspicion, de guerre civile et de lutte de classes qu'à l'extrême-gauche et à l'extrême-droite on essaye de faire revivre.

On connaît trop la raison d'être des violences politiciennes, dont le principe, tout semblable à celui qui est inscrit sur les flacons des pharmaciens, est : « Agiter avant de s'en servir. »

Le peuple français ne sera point la dupe de ceux qui veulent l'agiter pour se servir de lui.

## La France dans le monde

Il a des yeux pour voir et son bon sens pour juger.

Certes, les lacunes de la tâche des cinq dernières années ne lui échappent pas. Mais il sait **mesurer l'œuvre accomplie et les difficultés déjà surmontées.**

Surtout il sait voir la place que la France d'aujourd'hui tient dans le monde, et le réconfortant spectacle qu'elle offre parmi les nations.

On demandait un jour à un homme d'esprit : « Croyez-vous donc tant valoir ? — Fort peu, répondit-il, quand je me juge : beaucoup, quand je me compare. »

Et nous aussi, nous pouvons et nous devons prendre conscience des difficultés qui nous restent à vaincre, des travaux qui restent à mener à bien.

Mais c'est avec confiance et avec fierté que nous pouvons comparer notre situation avec celle des pays voisins.

Non, nous n'avons pas à envier l'Angleterre avec ses millions de chômeurs, ses usines arrêtées, son fret en partie inutilisé, ses débouchés commerciaux compromis, l'Irlande à ses côtés en proie au pire désordre, ses Dominions inquiets et mécontents, l'Indoustan en pleine rébellion morale.

Nous n'avons pas à envier l'Allemagne, bouleversée par la vie chère, déseparée entre ses monnaies simultanées et provisoires, livrée à la dictature d'une poignée de généraux et au pouvoir insolent de quelques magnats.

Que dire de la Suisse à laquelle sa neutralité n'a point épargné les plus graves difficultés économiques, — dont le change a désorganisé les industries, tari l'exportation, ruiné le commerce hôtelier ?

Est-ce l'Italie que nous devrions envier, elle qui, — après des soubresauts qui nous ont été épargnés, après les premiers épisodes de la guerre civile, — n'a cru trouver son salut que dans une expérience de dictature dont les Français, éclairés par l'expérience de leur histoire, sont à jamais guéris.

Nous pouvons sans fausse pudeur dresser en face des peuples voisins l'image de notre pays, avec son **budget désormais pleinement équilibré**, sa balance commerciale favorable, ses usines en plein travail, ses champs en plein rendement, assurée au prix de quelques sacrifices, de ne jamais

manquer du nécessaire ; la France, que l'équilibre de ses forces sociales met à l'abri de toutes les tentatives de dictature de droite ou de gauche, et qui a trouvé dans les institutions républicaines l'instrument de la victoire dans la guerre et le gage de la prospérité dans la paix.